



Pour agir, la force de l'expérience

Mon expérience au service de la Banque et du Personnel est très large puisque mes affectations m'ont amenée à connaître le siège, le réseau et la DGFB par les contrôles que j'y ai effectués pendant mes trois années au Contrôle Général.

J'ai par ailleurs toujours su concilier mon rôle de cadre et mes convictions syndicales et sociales en respectant les droits et les devoirs liés à ces deux engagements aussi importants l'un que l'autre pour moi.

1976 SC à la Documentation de la DG Études

1977 Rédacteur à Nevers

adhésion au SNABF Solidaires

**1980 Sous-Chef de groupe au Contrôle Général,
puis à la Documentation de la DGE**

Conseiller National du
SNABF Solidaires depuis 1981

1987 Chef de comptabilité à Périgueux

DP Cadres-Maîtrise

**1989 Responsable administratif
du restaurant Ventadour**

Détachée au CE Paris

1991 Chef de bureau à l'OI

DP Cadres - Maîtrise et commissaire statutaire

1995 AD2 Chef de service au SPAD

Élue cadres au CE Paris et au CCE

1999-2005 Conseillère Générale Représentant le Personnel

MES CONVICTIIONS

Depuis mon entrée à la Banque, elles continuent de porter mes combats quotidiens pour défendre les missions de la Banque et ses spécificités, défendre le Personnel et nos acquis sociaux, promouvoir l'emploi, non comme un coût, mais comme un investissement bénéfique pour l'entreprise.

Je crois fermement que :

- chacun d'entre nous mérite respect et considération,
- chacun d'entre nous mérite d'être écouté,
- les agents de la Banque aiment leur travail, restent dévoués à l'Institution et fiers du Service Public qui leur est confié,
- le travail en équipe peut, seul, permettre d'atteindre des objectifs ambitieux pour assurer la pérennité de notre Maison,
- l'action collective dans l'unité syndicale est seule à même de porter cette foi au-delà des égoïsmes et du repli sur soi.

Je suis sûre que :

- nous pouvons construire un horizon commun convaincant pour tracer l'avenir de la Banque et mieux faire connaître notre rôle et l'éventail de nos compétences,
- nous pourrons, par une approche bien préparée, négocier l'évolution de notre système catégoriel qui permettra alors, à chacun, de mieux anticiper son horizon individuel,
- la culture de management qui marque actuellement un recul certain vers des comportements «monarchiques», devra évoluer vers des méthodes modernes de reconnaissance des capacités de chacun à réfléchir et à s'impliquer totalement dans la marche de l'entreprise,
- la valeur travail reste essentielle dans notre culture et doit être reconnue ; cette reconnaissance passe par le dialogue social qui doit prendre en compte les attentes de chacun et aboutir, d'une part, à une juste redistribution envers le Personnel et, d'autre part, à un juste partage des résultats entre l'État et la Caisse de Réserve des Employés pour assurer le paiement de nos retraites à long terme.

MES ENGAGEMENTS

Forte de ces convictions qui forgent mes engagements, je poursuivrai l'action entamée au cours de mon premier mandat.

- **Pour être votre porte-parole à tous, votre voix auprès du Gouvernement de la Banque.** Par les messages que vous me passez, les exemples que vous me donnez de votre travail au quotidien, je relaie votre ressenti, vos demandes, vos espoirs auprès du Gouvernement de la Banque et de ses dirigeants.

Je le fais aussi au travers d'études comme l'enquête sur la motivation/démotivation qui concerne l'ensemble du Personnel. J'avais aussi remis en 2003 au Gouverneur Trichet, puis au Gouverneur Noyer, une étude sur les postes de directeurs : une réforme était envisagée et ces derniers n'ont pu s'exprimer qu'au travers d'une enquête que j'ai menée auprès de la quasi-totalité d'entre eux.

Je veux continuer à être le relais de tous, encadrement supérieur compris, pour contourner les écrans divers et variés qui empêchent les Gouverneurs d'avoir une vision objective des réalités de terrain. Je veux continuer à être aussi la voix de ceux à qui la Banque ne demande jamais leur avis et qui désirent s'exprimer auprès des plus hautes autorités de notre Maison.

- **Pour être notre porte-parole à l'extérieur de la Banque,** que ce soit auprès des parlementaires, des autorités publiques, notamment le Ministère des Finances, mais aussi des médias et de tous ceux qui ont à connaître la Banque de France dans ses missions multiples au service de la Nation et du public.

J'accentuerai ce rôle-là en interpellant aussi souvent que nécessaire non seulement le Gouvernement de la Banque dans les médias, mais tous ceux qui méconnaissent, volontairement ou involontairement, l'ensemble de nos compétences pour privilégier une vision «people» de

notre Institution. Je l'ai fait pendant 6 ans au travers de réponses aux journaux, d'information-formation des journalistes qui s'intéressent à nous, de lettres ouvertes diverses ; j'ai conscience de la nécessité de poursuivre ce rôle pédagogique que la Banque ne se décide malheureusement pas à jouer pour mettre en valeur notre Institution.

- **Pour être l'animateur de l'Intersyndicale** et continuer à consacrer mon énergie à la nécessaire unité qui constitue LE facteur d'efficacité pour conduire des actions au succès. Nous l'avons prouvé avec les 7 Organisations Syndicales pour l'élaboration des «100 propositions» qui ont été, en 2001, un formidable outil de dialogue avec la Banque pour la défense de nos activités ; nous le prouvons aujourd'hui encore, tous ensemble, pour défendre notre futur régime de retraites et, le moment venu, le Statut du Personnel. La Banque ne s'y trompe pas à ces occasions-là...
- **Pour être aussi votre recours pour porter vos difficultés personnelles ou professionnelles** auprès de vos hiérarchies, de la DGRH, voire des Gouverneurs, pour obtenir un traitement humain dans les cas difficiles ou tout simplement équitable eu égard aux règles qui doivent s'appliquer dans notre entreprise. Je pense l'avoir prouvé tout au long de ces 6 années, notamment depuis la mise en place du PSE ou au niveau des commissions de discipline qui se multiplient.
- **Pour être plus «communicante» sur mes interventions au Conseil Général** où se délibère notre avenir collectif. En effet, si pour tout vous dire, je n'ai jamais eu l'impression que l'essentiel de mon action était dans mes interventions dans cette instance, mais plutôt auprès de vous au quotidien et dans les entretiens individuels avec les dirigeants de la Banque, je me dois de mieux vous rendre compte des propos que j'y tiens : pour la défense du Personnel, pour exprimer son avis, son ressenti, pour rappeler à la Banque que l'écoute de ses agents et de leurs Syndicats peut lui éviter de graves erreurs, comme à la DGFB par exemple.
- **Pour être un agitateur d'idées et porter un autre discours que le discours ambiant comme je l'ai fait au travers de mes publications : TEMPO** pour réagir en votre nom face aux comportements de la Banque, **THEMA** pour approfondir des thèmes qu'on ne prend pas toujours le temps d'analyser et élaborer la prospective que nous réclamons incessamment à nos dirigeants.
Pour cela, j'entends bien à l'avenir stigmatiser plus durement certains comportements inadmissibles dans une entreprise qui se veut moderne ; pour cela, j'élargirai le groupe de conseil qui m'aide déjà dans mes réflexions pour créer un réseau de veille qui alimentera les travaux du Cabinet sur tous les sujets qui méritent une réflexion approfondie, tactique ou stratégique, sur la place et le rôle de l'Institution BANQUE DE FRANCE.
- **Pour être celle qui continuera à porter notre demande d'une juste redistribution des bénéfices de la Banque.** En effet, au moment, où la Banque va à nouveau dégager de très gros bénéfices, peut-être supérieurs à ceux de ses meilleures années, il serait inadmissible que ces bénéfices, dont nous sommes largement à l'origine, ne nous reviennent pas en partie, au travers de notre pouvoir d'achat bien sûr, mais aussi au travers d'une inversion de la politique sociale régressive que nous subissons depuis trop longtemps.
- **Pour être celle qui fera comprendre au Gouvernement de la Banque que la refondation sociale ne doit pas être un moins mais un plus.**
À l'heure où la plupart des grandes entreprises privées font du social un élément important de leur gestion des ressources humaines, la Banque choisit la voie de la régression au travers de son désengagement, par exemple dans les immeubles locatifs à caractère social, les coopératives, la restauration collective.

Au contraire de ses désengagements successifs, le Gouvernement de la Banque doit engager une politique sociale modernisée, répondant aux attentes du Personnel, en complément d'une politique salariale à la hauteur des efforts qui lui sont demandés depuis de nombreuses années.

- **Pour être aussi celle qui continuera à demander encore plus fort à la Banque de devenir une entreprise citoyenne.** Car vouloir donner, à l'extérieur, uniquement un exemple de régressions sociales, gage apparent de «bonne gestion», alors que le Gouvernement demande aussi de donner l'exemple en matière de comportement citoyen, prive le Personnel d'un challenge nettement plus porteur, lui qui est demandeur d'autres défis capables de le mobiliser à nouveau. Chacun à son niveau essaie sans doute avec ses petits moyens ; par exemple, une réflexion est entamée à la DISG sur le développement durable, mais quels moyens et quelles impulsions donne le Gouvernement de la Banque dans ce projet hautement symbolique pour notre avenir à tous et celui de la planète ? Quels moyens se donne vraiment la Banque pour avoir une véritable politique d'emploi des travailleurs handicapés ? Quelles idées peut-elle lancer pour donner une chance aux jeunes des banlieues ? Quelles réflexions innovantes en la matière est-elle vraiment capable d'engager ?

Je demande à ce que la Banque soit aussi scrupuleuse sur ces questions qu'elle cherche à l'être sur l'application des recommandations de la Cour des Comptes !

Enfin, pourquoi ne pas vouloir faire un vrai choix d'engagement envers une fondation autre que la Fondation de France qui ne nous engage pas vraiment tous pour une grande cause ; pourquoi ne pas choisir chaque année une grande cause à défendre qui remettrait notre Institution au sein de la société française comme toutes les grandes entreprises le font.

.....

Après un premier mandat qui aura vu notamment une restructuration sans précédent du Réseau, une gestion drastique du budget et des effectifs, une politique sociale régressive, une gestion des ressources humaines sans ambition, un changement de Gouverneur, j'ai fait le choix, après mûres réflexions de me présenter pour un second mandat.

Il m'a semblé, en effet, que, dans le contexte actuel et compte tenu des enjeux, mes expériences professionnelle, sociale, syndicale et d'élue du Personnel étaient des atouts que je devais continuer à mettre au service du Personnel, actif et retraité.

Le vote pour l'élection du **Conseiller Général Représentant le Personnel** est l'occasion pour le Personnel de donner un signe fort au Gouvernement de la Banque et à l'extérieur, notamment aux autorités de tutelle.

Ce vote est particulièrement important dans le contexte actuel du dialogue social à la Banque.

Les résultats de cette élection seront plus que jamais une façon de montrer votre mobilisation ; la masse des suffrages qui se porteront sur le candidat élu contribuera à renforcer sa légitimité.

J'entends, plus encore aujourd'hui qu'il y a 6 ans, être pour vous tous, l'autorité morale qui portera haut et fort votre voix auprès du Gouvernement de la Banque et de ses dirigeants ainsi qu'à l'extérieur.

Marie-Paule GEORGEL

Candidate CGRP, présentée par le SNABF Solidaires